

DÈS LE 1^{er} AOÛT

Le tiers payant élargi à tous les assurés

Tous les titulaires de la carte Chifa pourront, dès le 1^{er} août prochain, bénéficier du système du tiers payant. C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir)
-Le système du tiers payant sera généralisé à partir du 1^{er} août prochain. Ainsi, après les malades chroniques, les retraités, les invalides et les personnels à revenu limité, ce sont désormais toutes les catégories d'assurés sociaux titulaires de la carte Chifa qui pourront prétendre au remboursement des médicaments via ce système qui sera assuré par toutes les agences. C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en marge d'un séminaire sur le système Chifa sous le thème «modernisation pour une meilleure prise en charge des assurés sociaux».



Louh appelle à la mobilisation de tous les moyens pour mener à bien cette opération.

Les assurés ne payeront ainsi que 20 % pour les ordonnances prescrites

ELLE AURA À FORMER DES CADRES DES PAYS AFRICAINS La Sécurité sociale se dote d'une école supérieure

Une école supérieure de la Sécurité sociale agréée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sera créée en Algérie pendant la période 2013- 2014. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Selon lui, un accord a déjà été conclu avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour sa création.

L'école, dira Tayeb Louh, aura à former les cadres des pays africains francophones dans le domaine de la sécurité sociale.

S. A.

AÏN DEFLA

Le RND poursuit sa campagne électorale

Après l'avoir fait déjà dans une vingtaine de wilayas, Miloud Chorfi, le porte-parole du RND dont Ahmed Ouyahia, le Premier ministre, est le secrétaire général, a pris son bâton de pèlerin depuis déjà quelque temps pour réanimer ses structures de base en vue des prochaines échéances électorales, dont la plus proche est celle de 2012.

C'est dans ce but que l'assistant d'Ahmed Ouyahia a animé hier un regroupement des militants et cadres du parti, dans la Maison de la culture de Aïn Defla, alors que généralement les autres formations sont orientées vers la modeste salle de cinéma Doui.

Miloud Chorfi a commencé par préciser qu'il était venu expliquer les décisions prises en haut lieu concernant les grands dossiers de l'heure avec, tout d'abord, le train de réformes politiques envisagées et dont les consultations préalables avec les différents acteurs ont été confiées au président du Sénat, Abdelkader Bensalah.

A ce sujet, parlant de ceux qui ont décliné l'invitation à cette consultation, Miloud Chorfi dira que «ceux-là resteront sur le quai de la gare, car le train est parti sans eux», tout en précisant que le RND applaudit pleinement ce projet

de réformes. Et d'ajouter : «Nous, nous n'allons pas chercher d'instructions auprès de cercles d'influence étrangers.»

Pour ce qui est des propositions avancées par le RND lors de ces consultations, il en évoque trois : la révision de la loi électorale par l'institution de l'urne transparente «en verre», la remise des P-V aux observateurs. S'agissant de la révision de la Constitution, le RND ferme toutes les portes en affirmant que «cela ne relève que des prérogatives du chef de l'Etat et lui seul et non d'individus ou de formations politiques».

Abordant la question de la limitation des mandats présidentiels, il dit que le RND a proposé un seul mandat renouvelable une seule fois, tout en affirmant avoir proposé de par le passé un troisième mandat, mais, dira-t-il, les circonstances étaient autres.

S'agissant du régime algé-

rien de gouvernance, le RND a proposé, dit-il, un régime semi-présidentiel «pour permettre une stabilité des gouvernements et ne pas freiner les programmes de développement» en ajoutant : «Regardez ce qui se passe dans d'autres pays qui possèdent un régime parlementaire... Ils connaissent souvent des vacances de pouvoir exécutif ce qui n'est pas dans notre intérêt, nous avons besoin de stabilité.»

Evoquant le code de l'information en vigueur, Miloud Chorfi dit assumer sa paternité alors qu'il était président de la commission information à l'APN en 1997 mais se plaçant en pleine contradiction, il affirme que son parti vient de proposer la suppression de pas moins de 15 articles de codes, des articles qui, dit-il, «limitent la liberté de la presse et du journaliste». Parlant de l'audiovisuel et de son ouverture au privé, le porte-parole du RND est catégorique : «Oui pour l'ouverture mais seulement en partenariat avec l'Etat. Nous n'admettrons jamais de chaînes de télévision aux mains de partis politiques qui sèmeraient la fitna.»

L'envoyé d'Ouyahia a parlé

aussi de l'Alliance présidentielle. «Elle se porte bien», avant de préciser qu'il s'agit d'une alliance autour et pour la réalisation d'un programme initié par le président de la République». Tout en ajoutant que «le temps des passe-passe de sièges d'élus entre les partis de l'Alliance, ce temps là est fini, maintenant c'est le chacun-pour-soi «le tag ala men tag».

Faisant une projection sur le devenir du RND, il assurera : «Nous redeviendrons la première force politique du pays. Nous ne ménagerons aucun effort pour cela, nous y arriverons quoi qu'il nous en coûtera.»

A propos des contestations tous azimuts que connaît le pays depuis des mois, le représentant d'Ouyahia ne manque pas de sérénité. «Le droit aux revendications est certes reconnu et garanti par les textes mais de façon pacifique et dans la mesure où les dérapages seront évités par un encadrement idoine». Et d'ajouter : «L'Etat a toujours été à l'écoute des revendications citoyennes et prôné le dialogue, seule voie pour faire avancer les dossiers.»

Karim O.

Blida, Guelma, Sidi-Bel-Abbès, Adrar, Béchar, El Oued, Illizi, Ouargla, Tamanrasset et Tindouf.

Selon Tayeb Louh, le système du tiers payant vise, entre autres, «l'amélioration de la qualité des prestations, la modernisation de la gestion des organismes de Sécurité sociale ainsi que la préservation des équilibres financiers du système national de sécurité sociale».

Le ministre a instruit, hier, l'ensemble des directeurs des caisses nationales de sécurité sociale au niveau de toutes les wilayas d'ouvrir un débat sur les éventuels blocages sur lesquels l'opération risque de se heurter. «Vous allez lever tous les blocages avant la date du 1^{er} août prochain», a ordonné Tayeb Louh.

S. A.

LE SYSTÈME DE FREINAGE DE SON VÉHICULE SABOTÉ Rachid Malaoui (Snapap) dénonce une tentative d'assassinat

Le secrétaire général du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (Snapap), Rachid Malaoui, a dénoncé, hier, une tentative avortée d'assassinat contre lui.

Joint par téléphone, le syndicaliste, qui se trouvait chez lui à Oran, a affirmé que le conduit de l'huile de frein de sa voiture a été sectionné à l'aide vraisemblablement d'une pince. «Vendredi, aux environs de 11 heures, je me préparais à conduire mes enfants à la plage. En m'approchant de ma voiture, j'ai remarqué une grosse flaque d'huile déversée qui dépassait de sous le véhicule. J'ai de suite appelé un ami mécanicien. Ce dernier envoya son fils pour déterminer la nature du problème et, éventuellement, me dépanner. Le garçon est reparti sans avoir pu régler le problème. J'ai été donc immobilisé toute la journée. Mais voilà que le soir, vers 21 heures, le garçon m'appelle et m'informe que le conduit du liquide de frein de ma voiture a été sectionné à l'aide d'une pince, m'expliquant que s'il ne l'a pas dit tout de suite, c'est qu'il voulait d'abord avoir l'avis de son père.»

Rachid Malaoui s'est dit convaincu qu'il a fait l'objet d'une tentative d'assassinat. «Les freins de ma voiture ont été sabotés, c'est indéniable», a-t-il soutenu, précisant que «cela est intervenu au moment où je me préparais à rencontrer le rapporteur spécial de l'Onu sur le logement».

Le syndicaliste, qui a rappelé l'assassinat à Oran du militant de la CNCD Oran, juste après la visite du rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression, a informé qu'il procédera à une expertise de ses freins sectionnés et déposera, au courant de la semaine, une plainte auprès des instances internationales et les organisations partenaires de son syndicat.

Rachid Malaoui a précisé qu'il ne déposera pas plainte auprès de la police nationale. «La plainte déposée après le vol et le cambriolage de la maison des syndicats, siège du Snapap, à Alger, est restée sans suite», a-t-il souligné, dépit.

S. A. I.